

PROCES VERBAL DE LA F3SCT du 14/11/2023

Ordre du jour :

1. Approbation du PV du 4 juillet 2023
2. Convention d'adhésion au FIPHFP
3. Création des registres SST
4. Point sur les nouvelles échéances de la démarche DU/RPS
5. Questions diverses :

Etaient présents :

- En qualité de représentants de la collectivité
 - Noël PRUGNAUD, Vice-Président délégué à l'administration générale et au personnel
 - Danièle THIERIOT
- En qualité de représentants du personnel
 - Serge PUZENAT, CGT
 - Adrien LAC, CGT
 - Bruno HENRIQUES, CGT
 - Loïc BODELIN, SAFPT
 - Fabrice PIOU, SAFPT
 - Catherine MALLET, SAFPT
- Sont également présents :
 - Magali LANORD, DGA Administration Générale et Ressources
 - Marine DEVÉ, Directrice des Ressources Humaines
 - Queen-Janeth LUBANGUKA, Chargée de projets RH et QVT
 - Matthieu GIRARDOT, Chargé de projets RH et QVT
 - Alexia SALLABERY, représentante du Dr GAUTHIER
 - Sandrine MOREROD, ACFI
 - Sandra GRONDIN, Assistante de prévention
- Sont excusés :
 - Alain DENIZOT
 - Cécile DE BREUVAND
 - Joel LAMOUCHE
 - Jean-Michel BOURGEOT
 - Nathalie MARTINS
 - Annick DELIGEARD
 - Elodie MOULOUBOU

M. Noël PRUGNAUD ouvre la séance à 14h10.

M. GIRARDOT répond qu'une fiche type pourrait être intégrée dans le registre en lui-même ainsi qu'au support de communication.

Mme LANORD est favorable à cette solution.

L'avis est recueilli à l'unanimité des membres présents.

4. POINT DOCUMENT UNIQUE

Mme DEVÉ fait un point d'avancement sur le Document Unique et les prochaines étapes de travail. Plusieurs groupes de travail seront créés afin de travailler sur le caractère prioritaire des actions à mener, le coût, la faisabilité, la détermination des référents.

Il est collectivement convenu de scinder en 2 temps les présentations, d'une part les restitutions des évaluations et d'autre part celle des plans d'actions.

5. QUESTIONS DIVERSES :

- **Registres des Dangers Graves et Imminents (Point avancement)**
M. GIRARDOT rappelle qu'il est en place, auprès de la DRH, ou en cas de fermeture des services par l'intermédiaire de l'astreinte.
- **Agents de prévention**
M. PUZENAT souhaite savoir s'il serait possible de faire un nouvel appel à candidature pour les assistants de prévention.
Il est indiqué qu'un nouvel appel à candidature sera effectué prochainement. Il serait souhaitable de disposer de 4 assistants de prévention.
Il est également rappelé l'importance des représentants du personnel dans l'aide qu'ils peuvent apporter dans cette recherche en incitant des collègues à se renseigner.
- **Point d'avancement sur la mise en place des défibrillateurs dans les ERP**
Mme LANORD indique que le projet en cours est bien avancé et que tous les ERP qui le nécessitent, seront équipés. Elle indique que le marché sera attribué d'ici la fin de l'année et qu'une formation sera mise en place, probablement à la fin du 1^{er} semestre 2024, vu les disponibilités.
- **Médiathèque : Cloisonnement des urinoirs dans les toilettes du RDC**
M. HENRIQUES indique qu'il existe une problématique d'intimité au niveau des toilettes précitées.
Mme DEVÉ précise qu'elle prendra contact avec Mme MULLER pour savoir quelle demande a été formulée auprès de la Direction des Bâtiments et quel est le suivi ou l'action mise en place.
- **Archives du siège de Moulins Communauté**
M. PUZENAT fait mention des problématiques d'espace, de sécurité et de conditions d'accès.
Mme LANORD indique qu'un projet de mutualisation des archives est envisagé, vraisemblablement pour 2025. Ce projet nécessiterait d'effectuer des travaux au sein des bâtiments actuels des archives de la ville de Moulins, où il reste une partie à réhabiliter. Elle ajoute que ce projet requiert l'aide du département qui pourrait être mobilisée à cette échéance. Dans cette attente, il serait nécessaire de faire un travail

Les membres de la F3SCT aimeraient que le service des RH, assujetti aux problématiques de prévention de part le travail sur le DUERP, soit associé à l'intégralité du projet.

Mme LANORD informe également du partenariat à venir avec le SPIP pour accueillir des TIG (travaux d'intérêt général) dans les services. Elle sensibilise les agents à l'intérêt que cela peut représenter pour les citoyens concernés, que cette mission de service public peut permettre de donner des idées de vocations ou d'orientations à certains concernés et avoir comme avantage pour les services de disposer d'une main d'œuvre supplémentaire.

En l'absence d'autres questions, Noël PRUGNAUD lève la séance, à 16h00.

Le Président
Noël PRUGNAUD



Le secrétaire
Serge PUZENAT

